

Y a-t-il un pilote dans l'avion de la politique fiscale Macronienne ?



La politique budgétaire du gouvernement a été beaucoup critiquée en cette rentrée, notamment suite aux annonces d'Edouard Philippe sur les orientations pour l'année 2019.

Avec Philippe
Crevel

Atlantico : Les orientations budgétaires 2019, dévoilées par Edouard Philippe dans les colonnes du JDD le 26 août ont été la cible de nombreuses critiques, visant notamment à le rapprocher aux exercices de François Hollande. Comment qualifier ce budget et quelle en est la réelle cohérence ?

Philippe Crevel : Depuis son élection, le Président de la République avait fait preuve de beaucoup d'habileté dans sa communication. Il nous avait habitué à communiquer rapidement et sur plusieurs fronts pour désarçonner ses opposants. Pour les premières annonces du budget 2019, il a laissé son Premier Ministre aller au charbon. La distillation de mesures peu populaires dans un quotidien du dimanche, à la fin du mois d'août, manquait de souffle et attirait l'attention de toutes les oppositions déjà revigorées par l'affaire Benalla. Le projet de loi de finances constitue normalement un rendez-vous clef de la rentrée. C'est le projet de loi cadre de l'action de l'Etat. Or, en recourant à une communication en creux, en mettant en avant des mesures de redressement de compte, le Gouvernement semblait vouloir masquer non seulement la dérive des comptes mais aussi l'absence de stratégie budgétaire. Emmanuel Macron misait, comme dans le passé, François Hollande, sur le retour de la croissance pour résoudre les problèmes budgétaires. Si durant la première année, le Président dictait aux faits son rythme, depuis quelques semaines, c'est l'inverse. La réalité s'impose avec son lot d'écueils. Depuis plus d'un an, la restructuration de la sphère publique et la réduction des effectifs sont reportés. De ce fait, il n'est pas étonnant qu'avec le ralentissement de la croissance, la vague des dépenses publiques grossisse. Les solutions proposées par le Premier Ministre appartiennent bien à celles de l'ancien monde, désindexation de certaines prestations sociales, diminution homéopathique des effectifs de la fonction publique, report d'une mesure d'exonération des charges sociales, etc. Le Gouvernement pratique le jeu de bonneteau budgétaire à défaut de réformer. En cela, la continuité est de mise.

Dès lors, comment comprendre les arbitrages réalisés ? Quelles ont été les forces, la méthode, qui ont pu pousser le gouvernement à élaborer de telles orientations ? Faut-il y voir un symptôme d'un gouvernement pris de court par les événements, aussi bien politiques qu'économiques ?

Le ralentissement économique prive l'Etat de quelques milliards d'euros de recettes et augmente naturellement les dépenses.

L'exercice budgétaire 2019 s'en trouve ainsi compliqué. En outre, du fait de la réintégration du CICE dans le barème des cotisations sociales, cet exercice était par nature complexe. En effet, l'Etat devra compenser les exonérations de charges sociales tout en versant le CICE des années antérieures. Après la bonne surprise du déficit de 2017 qui s'est élevé à 2,6 % du PIB, le Gouvernement savait avant même l'effritement de la croissance que le processus de retour à l'équilibre risquait d'être interrompu dès 2019 d'autant plus qu'il faut financer la suppression progressive de la taxe d'habitation. Le gouvernement donne l'impression de bégayer dans la mise en place des réformes. Après la victoire avec les ordonnances Travail et le demi-succès avec la SNCF, les autres réformes peinent à prendre forme concrètement. La révision constitutionnelle qui aurait dû être validée dans les premières semaines du quinquennat, n'a toujours pas franchi le cap de l'Assemblée nationale, la réforme de la formation professionnelle bute sur l'hostilité des régions, celle de l'assurance chômage cherche sa voie. L'étirement de l'élaboration de la réforme des retraites pourrait aboutir à son enlisement.

Le Président face à la montée des incertitudes économiques, montée du protectionnisme, Brexit, augmentation du prix du pétrole, aurait du prendre la parole pour fixer un cadre, une stratégie. Les Français supportent de moins en moins les petites mesures d'ajustement qui s'ajoutent les unes aux autres et qui n'aboutissent pas à rééquilibrer les comptes. Ils considèrent que la répartition des efforts est déséquilibrée. Les retraités, tant sous François Hollande que sous Emmanuel Macron, sont mis à contribution. Les classes moyennes peuvent également se sentir lésés en voyant leurs impôts augmentés. Les plus modestes considèrent que les pouvoirs publics gèlent leurs prestations tout en allégeant l'ISF des plus riches. Cette mauvaise impression mine la popularité de l'exécutif et peut l'empêcher de mener à bien sa politique de revalorisation du travail. Le Gouvernement pêche par l'insuffisance de pédagogie. Le recours à une politique économique impressionniste empêche les citoyens de s'y retrouver.

L'affaire Benalla a révélé que le Président de la République était seul. Du fait de la jeunesse de son parti, de l'absence de poids lourds politiques prêts à jouer le rôle de grognards, il manque de pare-feu. Il ne possède pas d'un Ministre de l'Economie pouvant servir de paratonnerre. Les ministres, les uns après les autres, montrent certaines faiblesses tant politiques qu'au niveau de la communication. Le départ de Nicolas Hulot, attendu mais précipité et violent dans la forme, symbolise que le Gouvernement n'est pas une équipe soudée mais une somme d'individus défendant leur pré carré ou leur popularité. L'intégration des ministres en provenance de la société civile apparaît plus difficile que prévue. L'art de la discussion, de la négociation et des concessions ne s'apprend en quelques coups de baguette magique. Quand le vent forçait, les arbitrages deviennent plus violents et nécessitent un savoir-faire et un calme à tout épreuve. Les craquements entendus depuis quelques jours témoignent de l'existence de tensions mal régulées.

En quoi le "redessinage" à venir de ce budget 2019 pourrait-il être décisif pour le gouvernement, notamment dans le rapport qu'entretient Emmanuel Macron avec les Français sur la question de l'action, et de la cohérence économique ? Quelles en seront les priorités ?

L'exécutif devrait tout faire pour effacer de la mémoire de l'opinion ses tergiversations des derniers jours d'août. Le remaniement de l'équipe gouvernemental pourrait l'y aider même si ce n'est pas en changeant des hommes et des femmes que l'on règle les problèmes. Emmanuel Macron devrait avant tout redonner de la cohérence à sa politique économique et budgétaire. Il faut sortir évidemment du débat surréaliste sur l'application ou non du prélèvement à la source. Comment imaginer une marque lançant une campagne de publicité pour le lancement de son produit sur tous les grands médias annonçant en même temps qu'elle le retire du marché ? Le Président de la République devrait confirmer l'orientation de sa politique et non pas en changer faute de quoi sa crédibilité en serait atteinte. Il devrait non pas différer les réformes mais accélérer le pas. Sur l'impôt sur le revenu, le problème n'est pas la retenue à la source mais le fait que l'impôt n'ait pas été modernisé, qu'il comporte toujours autant de niches. Sur les charges sociales, la décrue demeure insuffisante et le barème est antiéconomique au possible. Il faudrait supprimer les effets de seuils qui jouent le rôle d'une chape de plomb. Ils empêchent la montée en gamme de notre production. Pour éviter ces effets, il faudrait instituer un abattement de 800 euros de charges sociales sur tous les salaires (à l'exclusion des emplois à temps partiel, intérim). Le Gouvernement devrait enfin préciser la réforme des finances locales tout comme il devrait enfin mettre en œuvre la réduction des effectifs de la fonction publique. Les réductions prévues en 2019, 4500, sont dans l'épaisseur du trait. L'objectif de 80 000 ou 100 000 suppressions emplois apparaît irréalisable en l'état. Le Président de la République devrait surtout préciser quels sont les objectifs réels de sa politique. Moins de teasing, plus de communication concrète, plus d'actions devraient au cœur des priorités de l'exécutif. Il faudrait également un engagement plus poussé sur quelques points forts de la politique gouvernementale afin d'aller plus vite et de générer un réel électrochoc.